

Retour sur les 10 ans de Bretania : Entretien avec Gwenaël Carvou

Introduction

Projet porté par la Région Bretagne et l'Association Bretagne Culture Diversité, Bretania a fêté ses 10 ans en 2024. **Cet agrégateur de contenus culturels patrimoniaux numériques, produits en Bretagne ou portant sur la Bretagne, rassemble aujourd'hui 30 contributeurs et donne librement accès à 550 000 notices d'œuvres du patrimoine breton.** Une réalisation remarquable par sa portée, mais également par ses modalités de mise en œuvre. Gwenaël Carvou, chef de projet, interviewé en février 2024 à l'occasion des 10 ans de Bretania, revient sur la dynamique du projet.

Gwenaël Carvou est titulaire d'un master « Documentation et techniques de l'information et de la communication » de l'Université Bretagne Sud. Après avoir été chef de projet fonctionnel du projet Bretania au sein de l'Association Bretagne Culture Diversité, il pilote et coordonne le projet depuis 2018.

L'entretien avec Gwenaël Carvou

Peux-tu présenter l'histoire de Bretania ? Comment la solution d'un pilotage de la valorisation du patrimoine culturel numérique breton par une association s'est-elle imposée ?

Si on revient sur l'histoire de Bretania, le site a eu dix ans en 2024, mais il s'inscrit dans une histoire plus longue qui est très liée aux orientations stratégiques du Conseil régional de Bretagne. En effet, le Conseil régional, sous l'impulsion de Jean-Yves Le Drian et surtout de Jean-Michel Le Boulanger, souhaitait réfléchir à une nouvelle manière d'orienter son action par rapport à la culture de Bretagne, et avait commandé une étude à Charles Quimbert, directeur de Dastum, pour réfléchir à la façon de retravailler ce sujet de la, ou des, cultures en Bretagne. À l'issue de cette étude, plusieurs préconisations avaient été formulées, dont la création d'une association « Bretagne Culture Diversité », et également le souhait de ce qui avait été annoncé comme la création d'une bibliothèque numérique.

Ce projet de bibliothèque numérique a plutôt été pensé sur le modèle d'Europeana, c'est-à-dire que le choix, même s'il n'était pas explicitement annoncé de cette manière, relevait plus d'un agrégateur de métadonnées que d'une bibliothèque numérique comme Gallica, par exemple.

On avait ainsi un double mouvement : un mouvement associé à une nouvelle association voulue par le Conseil régional, mais portée par les associations culturelles (en effet, Bretagne Culture Diversité est une association avec un conseil d'administration et un bureau, dans laquelle sont représentées d'autres associations culturelles), et un autre mouvement à travers le souhait du Conseil régional de se doter d'un outil, un objet numérique qui permettrait d'accroître la visibilité des objets numérisés du patrimoine et de la culture à l'échelle bretonne.

L'idée était aussi d'animer ce projet, de créer un lieu de discussion et de mise en commun pour les producteurs de ces objets numérisés culturels et patrimoniaux. En effet, à l'époque, outre la base patrimoniale proposée par Dastum, les centres d'archives départementaux avaient déjà mis en ligne des fonds (notamment dans les Côtes-d'Armor). Le mouvement de mise en ligne des collections, de numérisation des fonds patrimoniaux, était général. Bretania a donc été pensée pour visibiliser cette offre, dans un contexte général de recherche de mise à disposition des collections sur le web.

Comment la dimension participative du projet s'est-elle mise en place ? Avec le recul, peut-on faire le bilan d'écueils à éviter pour mener un tel projet ? Y a-t-il au contraire des leviers qui peuvent être mis en évidence pour susciter et élargir les contributions ?

Le choix qui a été fait a été le recrutement de deux salariés qui ont constitué un binôme d'animateurs de Bretania : Jérôme Floury et moi-même.

Comme je le disais, il y a 10 ans, les grandes institutions réfléchissaient à mettre leurs collections en ligne, mais on n'était pas encore aussi avancé sur l'ouverture des données, l'ouverture des documents, la culture libre. Surtout parmi les institutions culturelles, il y avait une moins bonne compréhension de ce genre d'outils. Jérôme a fait un énorme travail pour rencontrer les institutions, les convaincre de l'utilité de mobiliser un réseau d'acteurs culturels, et les convaincre de l'intérêt de travailler sur un projet commun.

Les débuts ont été un peu compliqués, heureusement que le Conseil régional permettait d'avoir un appui institutionnel, et que de grosses structures telles que l'INA, pour la partie atlantique, ainsi que les Champs Libres ont donné une légitimité à ce projet. BCD venait d'être créée aussi, les deux se sont faits en même temps, et donc l'association était inconnue ; il fallait pouvoir convaincre ces institutions de l'intérêt du projet, sachant qu'il n'y avait rien à montrer au

départ. Ça a été un énorme travail à mener pour convaincre, pour étoffer ce réseau, le créer en fait *ex nihilo*.

Au lancement, une quinzaine de contributeurs ont répondu présents. Ce noyau allait être le socle des premiers fonds intégrés dans Bretania. Puis Jérôme a fait une liste des institutions susceptibles d'intégrer le projet, et est allé rencontrer individuellement chacune d'entre elles.

Pour chaque contributeur, une convention de partenariat a été signée pour fixer les modalités de collaboration, mais le gros du travail a vraiment été de présenter le projet, son intérêt pour le contributeur, pour que la dynamique prenne. Au bout d'un certain temps, peut-être 5 ans, un peu plus, on avait moins de problèmes de légitimité, on avait plus de reconnaissance professionnelle, institutionnelle, donc on est passés à un stade où ce sont les futurs contributeurs qui venaient nous voir pour intégrer Bretania.

Peux-tu présenter quels ont été les choix techniques qui ont été faits, et expliquer quelle a été leur évolution ?

En parallèle, il fallait assurer un travail technique. Jérôme assurait la gestion globale du projet, la relation avec le Conseil régional, l'animation du réseau des contributeurs. J'étais, pour ma part, en charge des aspects techniques, au sens double : documentaires et informatiques. Cela comportait les relations avec les prestataires, la création, avec les prestataires, de l'outil numérique que l'on connaît aujourd'hui, et la mise en place des procédures pour intégrer les métadonnées. Construire le site, trouver des distributions pour valoriser les données, travailler sur une première forme de modélisation de ces données, et que tout cela prenne vie et soit cohérent. Tout cela a constitué un gros défi. Il fallait également, bien sûr, travailler avec les spécificités de chaque contributeur, spécificité métier et spécificité technique.

Les leviers et les freins ont évolué dans le temps. Au lancement du projet, les freins de légitimité ont été les plus importants. Maintenant, pour les nouveaux contributeurs, on va avoir des freins, mais qui dépendent du contexte technique de ces contributeurs.

Pour revenir un peu en arrière, on a fait un choix fort au lancement du portail, qui était de favoriser la diversité, en termes de contenu et en termes d'institution. On a souhaité ne pas mettre une marche trop haute pour entrer dans le projet, c'est-à-dire qu'on a un regard, bien sûr, sur la pertinence des fonds, mais on ne va pas reprocher à un contributeur le manque de qualité de ses données, le manque de structuration, ou la non-utilisation de référentiels. On a vraiment travaillé plutôt sur un mode inclusif. Mais ça, c'est un choix politique. C'est-à-dire qu'on souhaitait que des acteurs légitimes soient inclus, peu importe si le volet documentaire n'était pas bien développé ou si le volet technique était insuffisant. L'état d'esprit était de rechercher des solutions.

Les freins peuvent être multiples dans un contexte comme celui de Bretania : une petite association qui fait du collectage va plutôt avoir besoin d'un accompagnement documentaire, d'un accompagnement technique. Une grande institution ne va pas avoir les mêmes freins. D'un point de vue documentaire ou archivistique, il n'y aura aucun souci, on n'aura pas d'accompagnement à faire, bien sûr, on sera plutôt sur une aide à la mise en place des « tuyaux » techniques : est-ce que le logiciel est adapté, comment on procède ?

Si l'on doit aborder la question des facteurs de réussite, la diversité des fonds et des acteurs est importante. Même si, comme je l'indiquais, cela implique des petits soucis de qualité des données et parfois de gymnastique informatique, d'un point de vue plus politique, au sens noble du terme, on valorise, on implique les structures, et on offre un lieu d'échange et de discussion à des structures qui n'ont pas vocation à se rencontrer en temps normal.

La solution logicielle qui a été retenue dès le lancement du projet, suite à un appel à projet lancé par le Conseil régional, a été Hermes, puis Syracuse de la société Archimed. On est sur un SIGB, qui est un bon SIGB, mais comme on n'est pas une bibliothèque numérique, mais plutôt un agrégateur de données, on est obligé de détourner un petit peu la solution, de l'adapter à nos besoins, et nos besoins ne sont pas ceux d'une bibliothèque.

Archimed nous a accompagnés, bien évidemment, mais l'outil n'est pas le plus adapté, et, à l'époque, il n'existait pas vraiment sur le marché d'outil pour ça. C'est davantage la brique documentaire, Infodoc, qui est utilisée, mais qui est toujours très formatée « bibliothèques ».

Le logiciel, tel qu'il fonctionne, est optimisé pour être synchronisé comme catalogue structuré avec des catalogues tiers ayant la même structure, grâce à un protocole OAI-PMH. Dans ce contexte, globalement, on reste sur les mêmes formats de données. Dans le cas de Bretania, ce fonctionnement n'est pas optimal : on a des centres d'archives, on a des associations de collectages oraux, on a des bibliothèques, on a des musées aussi, qui n'ont pas la même manière de décrire leurs collections. On a donc trouvé un dénominateur commun à toutes ces structures, qui est le Dublin Core, mais on pourrait faire mieux.

À l'heure actuelle, les solutions commencent à émerger. On est à l'affût d'une solution qui nous permettrait de vraiment exploiter notre rôle d'agrégateur de données.

Vous êtes-vous posé la question d'un développement de solutions comme Omeka ?

Omeka est bien pour valoriser des collections, mais pas forcément adapté pour de l'agrégation à mon sens. Le modèle Europeana est intéressant à ce niveau-là, mais eux ont fait un développement qui leur est propre. Je crois que le modèle est partagé, mais avec des moyens qui ne sont pas les nôtres. Nous aurions besoin

d'un accompagnement technique pour implémenter ce modèle, ce qu'Europeana ne peut pas fournir.

L'intégration des données s'est faite au fur et à mesure. C'est-à-dire qu'on a rédigé des préconisations pour les contributeurs, qui peuvent être bloquantes si on ne les respecte pas, et d'autres qui peuvent être « contournées ». La première question, c'est toujours la pertinence du fonds : est-ce qu'un fonds doit rentrer ou pas dans Bretania, sachant qu'on est le plus inclusif possible ?

Ensuite, il faut que les objets numérisés soient visibles, librement, sans abonnement. Par exemple, on n'a pas de catalogue de bibliothèque. On a eu des structures qui nous ont posé la question, mais il faut que les ouvrages, les documents ou les objets... soient directement accessibles sur le Net. Autre prérequis : c'est que l'accès au document corresponde à une URL, qui soit propre, et pérenne dans le meilleur des cas, ce qui n'est pas toujours respecté. Idéalement, il faut aussi qu'on puisse avoir accès à un visuel.

Ensuite, tout ce fonds intégré doit être décrit. **On a fait le choix du Dublin Core parce que c'était le format de description qui est recommandé pour l'OAI-PMH. Le choix également qui a été fait, toujours sur le modèle d'Europeana, c'est de récupérer les notices en OAI-PMH. Par contre, on s'est bien rendu compte qu'il y a beaucoup de structures qui ne peuvent pas fournir ces notices selon ce protocole. Dans ce cas, on déploie d'autres solutions. On récupère ainsi les catalogues de diverses manières : certains contributeurs nous fournissent un fichier tabulaire, qui est intégré après retraitement dans Bretania.**

Certains contributeurs déploient des API de consultation de leurs fonds ; je les consulte et ensuite, après traitement, je les intègre dans Bretania. Il y a en fait autant de scénarios techniques d'intégration que de contributeurs. À chaque fois, pour chaque intégration de nouveau fonds, c'est un travail sur mesure qui est fait.

On essaye d'être cohérents dans le format de nos données, mais on a des problèmes techniques que l'on aimerait pouvoir dépasser. Sachant que c'était un choix dès le début de ne pas laisser le contributeur seul dans son travail pour intégrer Bretania, on est toujours dans un accompagnement, dans une discussion. Il faut que ce soit pertinent, il faut que ce soit aussi possible, du point de vue humain, technique et financier, pour le contributeur, et il faut que nous puissions intégrer les ressources dans les meilleures conditions. Il y a toujours des allers-retours, un travail, un accompagnement auprès de chaque contributeur.

Avec le nouveau portail, quels enjeux identifies-tu et quelles sont les évolutions envisagées ?

Au départ de Jérôme Floury, on est parti d'un constat qui a conduit à reconfigurer l'équipe : tout ce travail qui a été fait pour aller convaincre des contributeurs

était désormais moins important, on arrivait dans une phase où ce sont plutôt les contributeurs qui nous sollicitaient pour faire partie du projet.

Par contre, **le travail documentaire était toujours aussi important, mais il nous a semblé opportun de travailler sur l'éditorialisation de ces fonds-là, toujours pour les rendre plus visibles. Délivrer une base de données telle quelle, c'est utile pour certains publics, mais ça invisibilise les fonds s'ils ne sont pas accompagnés par de l'éditorialisation.** Un nouveau profil a donc été embauché, Marc-Antoine Ollivier, qui a démarré ce travail. Il a beaucoup réfléchi à la manière dont on peut faire parler les fonds. C'est ensuite Soizig Aubry qui a repris cette mission, et qui a lancé aussi un blog, et mené un travail de communication sur les réseaux sociaux. On accompagne ainsi aussi la diffusion de ces fonds.

En termes de légitimité, le projet est bien identifié au niveau national. On s'est vu confier, par le ministère de la Culture, la mission d'agrégateur intermédiaire. Donc, on s'inscrit dans cette circulation des flux, des données culturelles au niveau national et européen. Pour l'instant, les « tuyaux » ne sont pas en place, c'est en cours de fabrication, mais on participe à cette fabrication.

En 2021, les ministères ont eu l'obligation de créer un service, les SNUM (les services du numérique), pour travailler toutes les données produites et qui concernent les différents ministères. Le SNUM a été créé pour le ministère de la Culture en 2021 et a produit une feuille de route sur les données culturelles, mais au sens très large : on a bien sûr les objets numérisés culturels et les métadonnées descriptives, mais on a aussi les données d'usage, les données de fréquentation, etc. Il y a une volonté d'uniformiser, de travailler autour de la donnée au niveau ministériel.

Au préalable, il existait un projet dans lequel Bretania s'inscrivait, qui s'appelait « Moteur Collections », qui était un agrégateur de métadonnées mais au niveau national, et qui alimentait en partie Europeana. On était dans une logique de strate, avec des propriétaires et des producteurs de métadonnées culturelles, un agrégateur intermédiaire, Bretania, qui alimente un agrégateur national, Collections, qui alimentait Europeana. Le projet Collections n'est plus d'actualité désormais, il n'est plus mis à jour, et il a été décidé, au ministère de la Culture, de recréer un nouvel agrégateur national, en mesure d'alimenter plus facilement Europeana, qui s'appuierait sur des agrégateurs intermédiaires et sur de grosses institutions pour alimenter cette agrégation.

C'est Bretania qui s'est vu confier ce rôle d'agrégation pour la Bretagne.

Comme pour Bretania à l'échelle régionale, à l'échelle nationale, il y a un espace de rencontre, un espace de discussion, un espace de travail. On se réunit régulièrement pour réfléchir à ces problèmes de circulation des données, de choix de référentiel, de modèle de données ; on fait de la mise en réseau de réseaux.

Identifies-tu d'autres réseaux que le réseau breton sur le territoire national ?

Il existe d'autres agrégateurs, mais pas sur le format Bretania : musée de Strasbourg, le Mucem, la Fabrique du patrimoine en Normandie, qui est aussi un agrégateur de musées, la Réunion des opéras de France, les musées de la région Grand Est, les Musées de Reims... On est vraiment très musée. Archives départementales de l'Isère, Musée Nouvelle-Aquitaine, Cité de la Musique, Philharmonie et DRAC PACA.

Quels axes d'évolutions actuels du projet autour du web sémantique peux-tu évoquer ?

Pour ce qui est des évolutions, on part d'un constat qui est celui d'un manque de cohérence dans les données, vu la diversité des sources, donc un problème de qualité documentaire. C'est lié au peu de traitement effectué lors de l'intégration des données, à l'absence de référentiel ; on n'est pas classiquement dans les bonnes pratiques documentaires. L'outil ne nous le permet pas. De plus, on n'a pas vraiment travaillé le modèle de données, on a été, pendant toutes ces années, plutôt dans l'inclusion. C'est ce que je disais : on ne met pas la marche trop haute, on travaille d'abord avec les contributeurs et on regarde ensuite comment améliorer tout ça.

On va rentrer dans une nouvelle phase, à mon sens. On va retravailler le modèle de données de Bretania, on va en créer un, un peu plus robuste, on va essayer de travailler sur différents référentiels. Mais on ne va pas le faire seuls. C'est pour cela que notre travail autour de l'agrégateur national est important : cela permet que l'on puisse profiter de l'expérience, du travail et de l'expertise de l'agrégation nationale pour pouvoir le réexploiter à notre niveau.

On aimerait s'appuyer sur les normes du web sémantique, ce qui permettrait de créer des modèles un peu plus souples. Et un autre souhait important, pour dépasser la situation actuelle où nos données peuvent être disséminées en OAI-PMH mais pas plus, est que les établissements, les personnes, puissent aussi s'approprier ces données, toujours dans cette logique de circulation et de compatibilité des données culturelles. En parallèle à la mise en place d'un nouveau modèle de données et de nouvelles manières de les traiter, notre objectif est donc de proposer une nouvelle manière de les ouvrir et de les rendre disponibles.

Sur le modèle des portails open data ? Avoir des outils de réutilisation en direct ?

Voilà. Est-ce qu'on passe par des API ou via un point d'accès SPARQL ? C'est en cours de réflexion. On avait fait une demande de financement qui n'a pas été acceptée. Là, on a un enjeu fort en termes de coût humain et financier. Il

faut qu'on arrive à s'en sortir. Mais **l'avenir du portail passera par une meilleure qualité documentaire, des données mieux organisées, et surtout plus de capacité à les disséminer et à les rendre disponibles pour des acteurs qui souhaiteraient s'emparer de cette matière-là.**

Il y a un portage du Conseil régional, mais qui fait face à des difficultés budgétaires, donc on a moins de latitude pour lancer de nouveaux projets.

Quel bilan chiffré peut-on faire du projet ?

Il y a deux gros systèmes de mesure d'audience : Matomo d'un côté, et le système de statistiques interne à Syracuse. Mais les données ne sont pas cohérentes entre elles.

Pour Matomo, on est sur 500 visites journalières, ce qui n'est pas énorme. Et ça, ça va être aussi un sujet qu'on va travailler dans les années qui viennent : on va essayer de se faire un peu plus connaître au niveau des usagers potentiels.

J'ai un indicateur qui commence un peu à se lisser : jusqu'à maintenant, si on fait une annonce sur les réseaux sociaux, on voit qu'on a un pic de fréquentation, ce qui tend à montrer qu'on n'est pas sur un usage installé. On est vraiment encore sur un usage de « je vais cliquer et je vais regarder ». On n'est pas encore tout à fait reconnu par les usagers, au sens large, comme site internet d'intérêt auprès du grand public.

Ça se comprend, une des forces du projet, c'est d'être porté par une structure neutre, mais le corollaire, c'est qu'on a un site qui n'est pas « incarné » : il n'a pas de public captif tel qu'un musée ou une bibliothèque. Il est difficile pour un usager de comprendre ce qu'est Bretania, et de comprendre qui est derrière Bretania. Donc là, c'est un point qu'on va essayer de travailler, et aussi ouvrir les données pour que les personnes qui souhaitent travailler cette matière-là puissent créer des outils et faire connaître ces fonds.

Un grand merci à toi, Gwenaël, pour ces échanges et cet éclairage sur cet objet numérique enthousiasmant qu'est Bretania !